

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

10 AU 16 FÉVRIER 1994

N° 944

10,00 F

ÉTAT D'URGENCE POUR LA PÊCHE RENNES LA RÉVOLTE

LES MARINS-PÊCHEURS jouent leur existence face à la restructuration capitaliste du secteur pêche au sein de l'union européenne.

Après trois jours d'intervention spectaculaire, en Bretagne d'abord, puis à Rungis et à Boulogne, le mouvement des pêcheurs s'est radicalisé et a montré toute sa détermination à Rennes, le vendredi 4 février, lors de la venue de Balladur et Pasqua dans le cadre d'une « concertation » entre notables sur l'aménagement du territoire. Les pêcheurs se sont invités !

Pendant plusieurs heures, la ville de Rennes (200 000 habitants) fut en état de siège, comme on ne l'avait pas vu depuis 1968.

Plusieurs milliers de manifestants se sont affrontés aux CRS et aux gardes mobiles dans le centre-ville (à 19 h, on comptait 77 blessés !). Sous les gaz lacrymogènes, armés de gourdins, de frondes, de fusées de détresse et cocktails Molotov, des groupes de marins-pêcheurs et de jeunes harcelèrent les forces de sécurité. Une foule importante de Rennais assistèrent aux affrontements et suivirent les manifestants.

Parallèlement, une délégation de pêcheurs du comité de survie était reçue à plusieurs reprises, pendant plus de quatre heures, au Conseil régional par le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Puech, ainsi que par Balladur.

Vers 15 h, les représentants du gouvernement, devant la détermination des manifestants, faisaient des concessions en matière de prix minima garantis et sur la limitation des importations dites « illégales », ainsi qu'une réduction des charges sociales... Ce qui est dérisoire quant au problème de fond : la restructuration capitaliste à l'échelle mondiale dans le cadre du GATT. C'est encore accorder un soutien à la pêche industrielle au détriment des marins et des artisans pêcheurs.

Gauche ou droite, toujours au service du capital — Il y a un an exactement, le 29 février 1993, Josselin, ministre PS de la Mer, accordait 300 millions à la filière pêche, suite à la colère des pêcheurs, qui se voyaient contraints de brûler leurs bateaux... pour vivre ! Du jamais vu ! Un an plus tard, le problème reste entier.

Le 1^{er} février 1994, Puech lâchait à nouveau 300 millions de francs aux pêcheurs, pour les calmer. En réalité, il s'agit de 150 millions, qui correspondent à des primes de désendettement (c'est-à-dire pour emprunter pour payer les dettes) ; 87 millions d'allègement de charges sociales pour les armateurs, soit une réduction de 50% (de 37,7 à 17,6%), donc à destination de la grosse

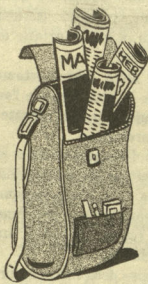
(suite p. 8)



Rennes, le 4 février : dans la fumée des gaz lacrymogènes le Parlement de Bretagne avant l'incendie. Photo : groupe FA.

« Le Monde libertaire »
dans les écoles
du 28 mars au 2 avril

5^e semaine
de la Presse
dans l'École



T 2137 - 944 - 10,00 F



FOP 25 20

ÉCONOMIE

La crise ? Quelle crise ?

NOUS SOMMES en crise, paraît-il, depuis le début des années 70. L'idée devient de plus en plus difficile à soutenir, surtout pour les jeunes générations (dont je suis). En effet, dire que nous sommes en crise renvoie à une situation de non-crise. Ainsi la non-crise aurait existé ? Ainsi nous sortirions un jour de ce mauvais pas pour connaître à nouveau les effets de la prospérité ? Ainsi le capitalisme ne serait pas que crise, car sinon, quel intérêt de parler de crise ?

En fait, tous nos raisonnements actuels reposent sur une période de croissance stable et forte de 1945 au début des années 1970. Pendant trente ans (puisqu'il faut parler des « trente glorieuses ») les salaires ont augmenté, les profits se sont accrues, la croissance flirtait avec 5 % l'an, et le chômage était moribond. La majorité des gens en a profité pour accéder à la consommation et à la

propriété et chacun a cru enfin récupérer le fruit de son dur labeur. De plus, les syndicats ont contrecarré le pouvoir patronal et l'ont même géré avec lui. Bref, il semble qu'il ait existé une période de relative harmonie, même si les grands équilibres capitalistes étaient maintenus et si, au bout du compte, le système pouvait difficilement faire autrement qu'accéder aux légitimes réclamations du monde du travail pour l'intégrer finalement un peu plus en son sein.

Ne pas confondre la normalité avec l'exception

Mais attention, il ne faut pas confondre la normalité avec l'exception. Cette période a été exceptionnelle (au premier sens du terme) et nous nous apprêtons aujourd'hui à revivre la normalité du capitalisme.

Car le capitalisme c'est cela : la précarité sur le marché du travail, le chômage, le pouvoir patronal, les salariés pressurés, les sans-abri, le cynisme de la liberté, la primauté des intérêts particuliers sur les intérêts collectifs, l'aliénation au travail, l'absurdité des règles économiques, les inégalités criantes, l'appel à la charité, l'esprit de compétition, la culpabilisation du pauvre...

D'ailleurs, nos aïeux du XIX^e siècle connaissaient bien cela. Le capitalisme est né et a connu son essor sur ces principes qui le définissent. Il n'a été au XIX^e siècle qu'une entreprise de domestication et d'organisation de la main-d'œuvre, au profit d'entrepreneurs qui allèrent jusqu'à s'opposer à la première loi dite sociale en France, loi datant de 1841 et qui limitait le travail des enfants de moins de douze ans à douze heures par jour.

(suite p. 5)

« UN VIEUX RÊVE DE PROLÉTAIRE CRÈVE-LA-FAIM »

La société de consommation (suite et fin)

Après une première partie publiée dans le *Monde libertaire* n° 943, voici la suite d'un article de Maurice Fayolle paru en 1970 dans le n° 8 de la revue *la Rue* du groupe Louise-Michel. Confrontation de lignes écrites après Mai 68 en plein « triomphe » de la société de consommation avec la réalité actuelle, où l'on cherche à opposer déclassés, chômeurs, SDF avec ceux qui ont du travail.

La classe ouvrière a donc acquis un niveau de vie absolument imprévisible au siècle dernier. Cependant, elle demeure exploitée. Et même, désormais à deux niveaux : celui de la production et celui de la consommation.

L'exploitation au niveau de la production a diminué dans de notables proportions, sinon globalement, du moins à l'échelle de l'unité humaine engagée dans la production. Jadis, il s'agissait pour le capitaliste — et c'est à partir de cette constatation que tous les théoriciens économistes et socialistes, autoritaires et libertaires, de Ricardo à Marx en passant par Proudhon définirent la loi de la plus-value —, il s'agissait pour le capitaliste, semblable en cela au paysan fournissant à son cheval la dose minimale de foin, d'octroyer à ses ouvriers le salaire minimum pour leur permettre de survivre et de produire — politique de bas salaires qu'il lui était facile d'imposer en raison de l'abondance de la « marchandise » offerte : le travail d'une part ; et d'autre part, de vendre les produits le plus cher possible — politique des prix élevés qu'il lui était également facile de pratiquer en raison de la rareté de ces produits.

L'explosion énergétique qui a suivi la guerre de 1939-1945 et l'extraordinaire développement de la production sont venus définitivement bouleverser ces données et rendre caduques les analyses économiques du XIX^e siècle. Le trait essentiel de cette mutation est que l'exploitation de l'homme a basculé pour une large part du niveau de la production à celui de la consommation. Le processus est désormais le suivant : pour permettre à la classe ouvrière d'acquiescer les produits de consommation — et donc permettre au régime capitaliste de fonctionner — la classe exploiteuse concède à une large fraction des producteurs des salaires de plus en plus élevés et des loisirs de plus en plus longs. Même si l'on n'est pas tout à fait revenu à la semaine de quarante heures, même si l'on tient compte de l'accélération des cadences, il me paraît évident que la « somme » de travail d'un ouvrier en cette fin de siècle n'a rien de comparable avec ce qu'elle représentait pour son aïeul vers le milieu du siècle dernier.

Cependant, ces hauts salaires, que la nécessité a contraint la classe exploiteuse de concéder aux producteurs, s'agissait de les lui

reprandre — car, à cette condition seulement, le système pouvait fonctionner : le bas de laine de grand-mère et l'épargne de grand-père étaient condamnés. Le premier d'une manière définitive. Quand à la seconde, elle ne devait plus être prônée que dans les périodes d'inflation et dans la mesure où les capitaux de cette épargne sont immédiatement réinjectés dans l'économie sous la forme d'investissements.

Ainsi, le système capitaliste du profit, pour se survivre, a dû se modifier profondément. Hier, il

« Ainsi le système capitaliste, pour se survivre, a dû se modifier profondément. »

s'agissait d'une exploitation brute du producteur et de son travail. Aujourd'hui, il s'agit d'une « récupération » du supplément de salaire alloué par le moyen d'une incitation à la consommation. Jadis, les capitalistes ne réalisaient qu'un bénéfice restreint sur les produits consommés par la classe ouvrière, d'une part parce que, faute de moyens, cette consommation était réduite au minimum ; d'autre part, parce qu'il arrivait que de « bons » patrons jouent aux pères Noël avec leurs ouvriers en créant des magasins d'usine à prix réduits et en construisant des cités clapiers à bon marché — ce qui n'était pas une manifestation de philanthropie, mais un moyen de tenir en laisse la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la pratique généralisée des hauts salaires a rendu caduque cette mise en condition réalisée sous le masque du paternalisme. D'autre part l'abondance des produits et la sévère concurrence qui en résulte rendent de plus en plus difficile le maintien de prix élevés. Dans la société de rareté, c'était par la contrainte des bas salaires qu'étaient maintenus dans la misère — la dépendance — les producteurs. Cette barrière ayant sauté par la pratique des hauts salaires dans la société d'abondance, la contrainte a dû céder la

place à la persuasion pour reprendre l'argent des salaires dans la poche des salariés : c'est le rôle dévolu à la publicité. L'extraordinaire développement de celle-ci, son insistance obsédante n'ont pas d'autre objet que de « récupérer » par une incitation à une intensive consommation le surplus de salaire accordé par le patronat à ses ouvriers : le bon fonctionnement du régime capitaliste est à ce prix. Cela est si vrai que, dans le cadre des concentrations qui s'opèrent actuellement, on voit de plus en plus de grandes entreprises de production s'assurer du contrôle de vastes réseaux de distribution.

Ainsi en est-on arrivé à ce stade où une grève, même limitée, de la consommation porterait au régime capitaliste des coups beaucoup plus rudes que les grèves à la production. Voilà un petit fait que feraient bien de méditer les stratèges de la lutte anticapitaliste. Certes, ce procédé n'est pas nouveau, mais il n'a été employé jusqu'ici que d'une manière limitée et exceptionnelle (la CNT à Barcelone avant la guerre ; les Noirs dans une ville américaine il y a quelques années contraignirent ainsi les compagnies de transport en commun de céder à leurs revendications). Il semble évident que dans les pays surindustrialisés, où la source principale du profit se situe au niveau de la consommation, une grève de celle-ci mettrait en quelques semaines à genoux les capitalistes et l'Etat — et cela sans certains inconvénients qui résultent de la grève à la production.

Ainsi, dans la société de consommateurs, l'exploitation de la classe ouvrière demeure, mais celle-là n'a plus pour celle-ci les conséquences désastreuses de jadis. L'abondance d'énergie, en multipliant à l'infini la

« De nos jours, la lutte millénaire des asservis reprend son véritable sens... »

production, a eu un résultat exactement contraire à celui de la paupérisation du prolétariat annoncée par Marx. Les luttes pour les augmentations de salaires n'ont plus pour objet d'obtenir le minimum vital, mais de conquérir le non-indispensable : la télé, la voiture, les lointaines vacances, la résidence secondaire...

Ce phénomène, qui caractérise le fin du XIX^e siècle, il faudrait, je crois, que les révolutionnaires en prennent conscience. Et qu'ils révisent leurs thèmes de propagande : on n'use pas des mêmes arguments envers un ouvrier selon qu'il a le ventre plein ou vide, les motivations qui peuvent l'entraîner dans l'action étant différentes. La stratégie révolutionnaire doit donc tenir compte de ce changement

fondamental survenu dans les sociétés industrialisées.

Car, au sein de cette relative abondance, la lutte continue : la revendication ouvrière, si elle est souvent moins violente que par le passé, n'en maintient pas moins sa pression sur le patronat. Seulement, par le fait même que cette classe ouvrière a accédé à un niveau de large consommation, sa revendication a perdu son caractère exclusivement économique. L'économie n'est plus le fait essentiel qui fait agir l'homme et, donc, n'est plus le « moteur » de l'histoire. A la revendication de caractère purement économique se surajoute, en prenant de plus en plus d'ampleur, une contestation d'ordre moral : la classe ouvrière ne revendique plus un droit de vivre (ce qui est assuré dans une large mesure), mais conteste une certaine manière de vivre résultant de la domination morale et politique qu'exerce sur elle une minorité dirigeante.

En fait, l'histoire que le fait économique, en raison de son acuité, de sa « présence » et qui fut, pour des milliers de générations, une question de vie ou de mort, a masqué pendant ce même laps de temps le problème fondamental des sociétés humaines qui est, au-delà de l'exploitation de l'homme par l'homme, la domination de l'homme sur l'homme, cette domination qui s'est exercée et s'exerce à travers tous les régimes politiques, depuis l'esclavagisme des sociétés antiques jusqu'au moderne « socialisme » des pays marxistes, ce qui prouve que l'économie n'est pas le problème clé.

L'abondance de la production résultant de l'abondance énergétique a pour effet de faire « tomber » le prétexte économique qui a longtemps dissimulé les causes profondes du combat. De nos jours, la lutte millénaire des asservis reprend son véritable sens : ce n'est plus, exclusivement, la lutte des affamés contre les affameurs, mais celle de l'homme, de tous les hommes, contre les aliénations morales et intellectuelles qui, aujourd'hui au sein de la société d'abondance comme hier au sein de la société de disette, les maintiennent dans un identique état de dépendance.

C'est donc, très exactement, la lutte de la liberté contre l'autorité, cette lutte qui est l'essence même de l'anarchisme.

L'ère d'abondance dans laquelle sont entrées les sociétés industrialisées a ainsi pour conséquence de « démarxiser » le problème social et de restituer son actualité à l'anarchisme.

Je sais : deux hommes sur trois à travers le monde ne mangent pas à leur faim. Je sais : la totalité des matières premières sont drainées des pays sous-développés vers les pays industrialisés, l'Amérique, à elle seule, en accaparant 40%.

On peut donc penser que la « prospérité » que connaissent

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

ROUEN

Emeutes aux Sapins

actuellement les pays industrialisés ne sera que momentanée, et que, dans un monde où les deux tiers des humains ne disposent pas du minimum vital, le problème économique se pose toujours et se posera même avec une intensité de plus en plus dramatique.

C'est possible. Il est même probable que si ce problème n'est pas résolu dans les prochaines décennies, il provoquera des tragédies à l'échelle planétaire — une lutte de « classes » projetée hors du cadre de la nation dans une dimension mondiale et opposant les pays pauvres aux pays riches. Mais il est également possible que le capitalisme qui, acculé par la nécessité, a donné les moyens de consommer (et qui eût imaginé cela il y a un siècle ?) à sa propre classe ouvrière, lorsque celle-ci sera arrivée à la limite de la saturation, il est possible, dis-je, que le capitalisme, toujours acculé par la nécessité, fournisse aux masses des pays actuellement sans ressources les moyens d'absorber une production de plus en plus pléthorique.

Comment ? Par le même processus qui lui a permis de faire accéder au niveau de la consommation une classe misérable, hier vouée uniquement à la production. Il faut bien se convaincre que, à l'aube du XIX^e siècle, la richesse n'est plus et ne sera jamais, plus jamais matérialisée par des tas d'or, mais par la quantité de produits livrés à la consommation. C'est un enrichissement, non par une épargne primitive, mais par une dépense permanente, par une élévation du niveau de vie rendues possibles par la surabondance d'énergie qui a multiplié la production et que, demain, l'automatisation et la cybernétique vont encore accroître. Une véritable révolution socialiste s'efforcera de donner à manger à ceux qui ont faim par raison humanitaire. Le capitalisme le fera peut-être — parce que cela sera pour lui une question de vie ou de mort.

En vérité, je crois que le véritable danger qui, à échéance, menacera les générations futures viendra du gaspillage insensé d'un capital de matières premières que la nature a mis des milliers de siècles à constituer et qui, épuisé, le sera définitivement.

Mais cela est un autre problème. Ce qui est certain, c'est que la lutte révolutionnaire pour l'affranchissement, non plus seulement économique, mais moral et intellectuel, de l'homme demeure actuelle.

Maurice Fayolle

DURANT TROIS NUITS, du 29 au 31 janvier, le quartier des Sapins, sur les hauts de Rouen, a connu de véritables émeutes — pas de ces actes de désespoir gratuits —, contre les flics, l'exclusion, la vie en cité, le racisme, l'injustice...

La cause devient classique, puisque le scénario s'est déjà produit dans d'autres cités : une bavure policière. Un jeune, Ibrahim Sy, s'est fait tuer par un policier, à trente kilomètres de Rouen, au Vaudreuil, alors qu'avec deux copains il « roulotait » (vol dans les voitures). Le policier a tiré huit balles ; l'une d'elles fut fatale à Ibrahim.

Le samedi 29, à l'appel de ses amis et de sa famille, une manifestation avait lieu. Quatre cents personnes se sont rassemblées sur les lieux du drame, venues des quartiers de Rouen pour la plupart. La manifestation se déroula dans le calme, même si l'atmosphère était des plus tendues ; certains jeunes estimant que ce qui venait d'arriver à Ibrahim pourrait fort bien constituer leur futur.

C'est lorsque les cars transportant les jeunes revinrent aux Sapins que tout commença. Il y avait un comité d'accueil. En effet, 80 CRS étaient là, armés, bottés, casqués. Soi-disant

pour protéger le centre commercial. Cette présence fut perçue comme une véritable provocation. Les affrontements commencèrent : jets de pierres, barricades de voitures... Les flics y allèrent des gaz lacrymogènes aux grenades GIL, en passant par des balles en caoutchouc.

Il est à noter que même si les émeutiers étaient jeunes (douze ans pour certains), des parents prenant fait et cause pour eux se joignirent aux manifestants. Et cela dura trois nuits.

On pourrait épiloguer longtemps sur les banlieues, mais on en a déjà parlé pour Mantes-la-Jolie, la

banlieue lyonnaise... Rouen n'échappe pas à la règle. Les travailleurs, les exclus, les étrangers ont été chassés du centre-ville vers la périphérie (Les Sapins, La Sablière, Le Château-Blanc, La Houssière). La population, entassée dans le béton, subit un mal-vivre tel que ceux qui en avaient les moyens quittèrent ces cités. Ne restèrent plus que les exclus, cas sociaux, chômeurs et immigrés. Ainsi se formèrent des ghettos, véritables poudrières.

L'Etat et la région y envoyèrent leur armada d'éducateurs, DSQ et autres travailleurs sociaux pour essayer de replâtrer les choses. Mais même là, le médiateur chargé de s'occuper des Sapins a donné sa démission il y a un mois et demi, parce qu'il n'avait pas les moyens financiers adéquats et que son dossier était resté lettre morte.

Pendant les émeutes, les politiciens locaux sont tous montés aux créneaux pour négocier ou pour se montrer, de François Gautier, remplaçant Lecanuet à la mairie de Rouen, à Michel Bérégoyou, le frère du défunt Premier ministre, en passant par le PCF. Mais leur discrédit fut total auprès de ces jeunes s'élevant contre les représentants d'un pouvoir, d'une société, qui les ont exclus, et dont ils ne veulent pas.

Enfin, si le problème des banlieues est aujourd'hui omniprésent, si les scènes d'émeutes se multiplient dans les cités, le phénomène est loin d'être nouveau aux Sapins, car dans les années 70, les jeunes de l'époque (peut-être parmi eux des parents d'émeutiers d'aujourd'hui) étaient descendus dans le centre-ville rouennais et avaient cassé des vitrines de magasins lors d'un bal de la Libération. En outre, durant les quinze dernières années, les attaques contre les flics et autres représentants de l'Etat se sont multipliées. En fait, c'est à une aggravation que l'on assiste. Repeindre les immeubles, aider les groupes de rap ne suffiront pas à arrêter misère et injustice. D'autre part, les jeunes en ont marre d'être tirés comme des lapins par des flics qui bavent ou qui jouent les justiciers, infligeant la mort pour un vol d'autoradio.

J.-P. Levaray (gr. de Rouen)

PARIS : MANIFESTATION ANTI-RACISTE DU 5 FÉVRIER

Le Pen en rêvait Pasqua l'a fait



Cabu

SOS-Racisme, ainsi que des organisations de travailleurs immigrés, en particulier des Kurdes, toujours très regroupés et très nombreux pour le désormais classique et hivernal rendez-vous.

Et les anarchistes, me direz-vous ? Ils étaient là aussi, devant tous les drapeaux rouges... une fois n'est pas coutume. OCL, Réflex, CNT, FA de Paris et province, dont la présence fréquemment unitaire depuis quelque temps a constitué une foule honorable d'environ un millier de personnes. Foule ayant pu défilé sans incident particulier.

Notons toutefois qu'en plus du traditionnel et bien vivace « Ni Dieu ni maître ni nationalités ! », on a pu entendre un curieux : « Gauche, gauche... extrême gauche ! »... un petit zeste de provocation peut-être ?

Petite ombre au tableau, malgré tout : le nombre restreint de militants FA de la région parisienne, qui n'avaient pas cru bon de faire le déplacement. Gageons que le prochain rendez-vous sera plus fréquent.

Jean-Pierre Gault (gr. Henry-Poullille - Saint-Denis)

Ce n'était pas la foule des grands samedis que ce 5 février, mais enfin... Près de 20 000 militants (selon les organisateurs) sont venus tout de même battre la semelle entre

Bastille et gare de l'Est, afin de refuser une fois encore les mesures sécuritaires et la surenchère raciste de l'Etat.

Etaient présentes toutes les composantes traditionnelles de la gauche et de l'extrême gauche (PCF, LCR, Lutte ouvrière), précédées des organisations spécifiquement antiracistes comme le MRAP, Ras l'Front,

A l'initiative du Comité européen pour la défense des droits de l'homme au Mexique
SOIRÉE D'INFORMATION/REPAS SUR LE MEXIQUE
VENDREDI 11 FÉVRIER - 20 h (repas) et 21 h (débat)
bar associatif de MONTREUIL
33-35 rue François-Arago
(M^e Robespierre ou Croix-de-Chavaux)

Nouvelles du front

DÉSERTION D'UN OBJECTEUR DE CONSCIENCE

Etienne Héraud a déserté le service civil en date du 16 janvier 1994, soit dix mois après son affectation. Pacifiste, par cette action, il proteste contre la durée abusive du service des objecteurs (le double par rapport aux appelés du contingent) et contre l'emprisonnement injuste que doivent subir pour des raisons d'opinion les dizaines de jeunes réclamant une vraie alternative au service militaire. Pour soutenir Etienne dans sa démarche, écrivez-lui à l'adresse

suivante : Etienne Héraud, Lamonzie-Saint-Martin, 24680 Gardonne.

COLLECTIF LANGUEDOCIEN DES OBJECTEURS ET OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Le collectif tient une permanence dans l'Hérault chaque mercredi de 17 h 45 à 19 h à la Maison des Tiers Mondes, 27, boulevard Louis-Blanc, 34000 Montpellier, mais aussi dans la Vaucluse le premier et troisième mercredis du mois de 17 h 30 à 19 h au cinéma Utopia, 15, rue Galante, 84000 Avignon.

« ITINÉRAIRE »

La revue « Itinéraire » recherche des personnes bénévoles pour traduire des textes écrits en allemand, néerlandais, japonais. Si vous maîtrisez parfaitement l'anglais, l'espagnol ou l'italien, vous pouvez également nous rendre service. Contactez-nous : « Itinéraire », 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

FORUM

Samedi 12 février - 15 h
présentation de l'émission de Radio Libertaire
« ECHOS ET FRÉMISSEMENTS D'IRLANDE »
Librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot (M^e Oberkampf) 75011 Paris

Union régionale parisienne de la FA COURS.

CONFÉRENCES-DÉBATS
20 h 30 - local « La Rue »
10, rue Robert-Planquette
(M^e Blanche) 75018 Paris

• Vendredi 11 février 1994 : « Fédéralisme libertaire contre fédéralisme institutionnel » ;

• Vendredi 18 février 1994 : « Le nouvel ordre moral » ;

• Vendredi 4 mars 1994 : « Comment s'organiser ? Comment lutter contre le capitalisme ? ».

NORD

Le Planning familial en danger

LE CONSEIL GÉNÉRAL du Nord (à majorité de droite depuis 1992) adopte aujourd'hui une politique de régression sociale. En effet, à l'occasion du vote du budget, l'exécutif départemental a décidé d'amputer les subventions accordées au Mouvement du Planning familial du Nord.

L'affaire débute à l'occasion d'une demande d'agrément d'un centre de dépistage du SIDA. Le Conseil général en profite alors pour demander un contrôle, effectué par les services du département, dans le cadre d'une mesure qui vise l'ensemble des associations effectuant des missions pour son compte. Madame Tichoux, directrice générale-adjointe des services, s'est en effet singularisée depuis sa nomination (après la victoire de la droite) par une politique de restriction des effectifs et des budgets. Ainsi, les subventions pour les centres de planification et d'éducation familiale ont été réduites de près de 13% (1). Ce contrôle a été le prétexte à une véritable remise en cause du rôle du Planning familial. Le docteur Etienne Maillard, pédiatre douaisien et conseiller général RPR, en séance publique du Conseil général, s'est en effet attaqué au Planning. Le contrôle, dont le rapport n'a pas été publié, révélerait des pratiques médicales critiques (pilules délivrées sans ordonnance, présence de Distilbène — hormone interdite depuis deux ans pouvant être utilisée comme pilule du lendemain...) et des fonctionnements financiers douteux (surfacturations d'actes, SICAV, personnel trop payé [sic]...). Il va de soi que ces accusations sont sans fondement, et qu'il s'agit là d'une véritable attaque en règle contre le Planning et son action en matière de contraception.

Le Planning familial, c'est trente ans d'action dans le Nord. Il reçoit 25 000 personnes par an, ce qui représente 45% de la demande en contraception (alors qu'il y a vingt-neuf centres de planification dans le Nord). Il reçoit notamment des mineures, des femmes en difficulté, les Maghrébines, des toxicomanes... Enfin bref, le Planning est indispen-

sable ! Son équipe est composée de beaucoup de militantes bénévoles et de salariées qui aime- raient bien gagner ces soit-disant 12 000 F dont le Conseil général les honore (au fait, un conseiller général, ça gagne combien ?). Ce fameux rapport dénonce aussi de prétendues surfacturations, car même si le Planning fait remplir des fiches à tous ses visiteurs, elles sont anonymes (l'anonymat étant un principe de base de l'association). Le Conseil général, qui aimerait bien avoir un moyen de contrôler tout ça, en profite pour accuser les militantes de les remplir

« Le Planning familial, c'est trente ans d'action dans le Nord. Il reçoit 25 000 personnes par an... »

elles attaques faites aux droits des femmes (2). Plus généralement, il existe différents moyens de réduire les espaces de liberté des femmes (déjà bien minces, il est vrai), soit en légiférant (en Allemagne, le droit à l'avorte-

ment est suspendu), soit de manière soft : on réduit le budget du Planning familial ; on ferme les centres d'IVG, on propose le salaire « maternel » ; on exalte dans les médias l'image de la mère aimante, à la maison forcé- ment... En France, l'Etat a choisi la deuxième solution.

Dans ce cadre, il s'agit encore et toujours de réclamer l'accès à la contraception, le droit à l'avortement ! « On vous l'a déjà dit, on veut choisir ! »

Groupe Humeurs Noires (Lille)

(1) A titre de comparaison, signalons qu'en revanche on note une progression en investissement de plus de cinq millions de francs pour les collèges privés, et de 25,3% en crédits de fonctionnement ! C'est la réforme de la loi Falloux avant la lettre.

(2) Si vous désirez recevoir le texte de la pétition, adressez-vous au Planning familial (cf coordonnées ci-dessus) ou au groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul. Le texte est également disponible à la librairie du Monde Libéraire.

Pour la manifestation, rendez-vous le mardi 8 mars à 18 h 30 devant la Préfecture, place de la République, à Lille.

FAMILLE Colette Codaccioni croisée du salaire « parental »

Toute cette affaire autour du Planning familial dans le Nord se place dans un vaste contexte de retour à des valeurs qu'on aurait voulu croire enterrées. En effet, on a parlé dans l'article ci-dessus de Colette Codaccioni, députée RPR du Nord. Cette brave dame, qui aurait bien aimé avoir un ministère, s'est fendue d'un rapport sur la famille où ordre moral et politique nataliste sont les grands axes. Dans ses conclusions, elle propose, comme remède à tous les maux de la société (chômage, délinquance...), le salaire « parental »... Vous avez dit « parental » ?... ou « maternel » ? On devine déjà que les patrons liront « maternel » ! Et les femmes, déjà durement touchées par le chômage, vont se retrouver à la maison sans d'autres perspectives que de faire des enfants et de recevoir 2 000 F mensuels en récompense ! C'est ça la liberté façon Codaccioni. dans le cadre de sa politique, on n'a carrément plus besoin du Planning familial, logique !

Groupe Humeurs Noires (Lille)

PROCÈS A RENNES : L'AFFAIRE DU SANG CONTAMINÉ REBONDIT — Durant le procès de l'affaire du sang contaminé (juillet, août et septembre 1992), le groupe de Rennes de la Fédération anarchiste avait dénoncé l'infamie par laquelle les ministres de l'époque Fabius, Dufloix et Hervé (le maire de Rennes) avaient bénéficié d'une impunité quasi-totale.

Pour avoir dénoncé cet Etat meurtrier, je suis poursuivi en justice. Les faits remontent au 31 juillet 1992. J'avais inscrit sur les murs de la ville : « Hervé expulse les squatteurs, tue les hérophiles, bilan globalement séropositif ». Dans

la perspective du procès du lundi 21 février à 14 h devant le tribunal de police, j'organise ma défense.

Aussi, un comité de contre-information et de solidarité s'est mis en place et appelle à un soutien financier en vue de ce procès et afin de mener une campagne d'actions.

L'Etat se croit autorisé à poursuivre les personnes solidaires des victimes de la transfusion sanguine.

Le Monde libertaire du 29 octobre 1992 rappelait que l'affaire du sang contaminé était symptomatique de la logique d'Etat.

Notre hebdomadaire notait la désinvolture et le cynisme qui caractérise la vraie nature de ce régime.

A l'heure où la pétition d'un fans-club de mandarins médicaux entend enterrer les responsabilités, il est temps de briser le silence consensuel à Rennes comme ailleurs.

Jacques (gr. de Rennes)

N.B. : Pour apporter votre soutien financier et pour toute demande d'informations supplémentaires, contactez le « Comité de contre-information et de solidarité » c/o MJC Rennes-Centre, 9, rue de la Paillette, 35000 Rennes.

RENDEZ-VOUS

ANGERS

Une liaison FA s'est constituée sur Angers, pour la contacter, écrivez aux Relations Intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

BOURGES

Une liaison FA s'est constituée sur Bourges, pour la contacter, écrivez aux Relations Intérieures.

GAP

Un compagnon vend le Monde libertaire chaque samedi de 11 h à 12 h, place Jean-Marcellin à Gap. Pour contacter la FA sur Gap, écrivez aux Relations Intérieures.

GRENOBLE

Le groupe Jules-Vallès de la FA-Grenoble et la CNT-Bordeaux organisent le samedi 19 février à 15 h une conférence-débat sur le thème : « Fédéralisme et autogestion », animée par Régis de la FA de Lyon. Accueilli des participants à partir de 14 h 30 au local du CDESI, 102, rue d'Alembert à Grenoble.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires organise entre le 1^{er} et le 15 avril 1994 un festival « Art et anarchie » (deuxième du genre) sur la métropole lilloise. Ça vous dit ? Vous voulez en savoir plus ? Vous voulez nous donner des sous ? Vous n'êtes pas ravis par cette nouvelle ? Dites-le nous, en écrivant à Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Si vous tenez vraiment à nous envoyer un chèque, mettez-le à l'ordre de l'ALDIR. Merci et à bientôt.

LYON

Débats et vidéo à la librairie La Plume Noire, (19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon) :

— samedi 12 février à 15 h, débat sur l'histoire du mouvement anarchiste au XIX^e siècle (animé par des militants FA) ;

— jeudi 17 février à 20 h, débat sur l'Algérie. Présentation et analyse de la situation sociale et politique ;

— samedi 19 février à 15 h, vidéo : Foi d'anar (interview de Maurice Joyeux, qui fut un militant de la FA). Il s'agit d'un documentaire réalisé pour la télévision ;

— jeudi 24 février à 20 h, débat sur la prostitution, avec Daniel Welzer-Lang, auteur du livre Les uns, les autres, les autres ;

— samedi 29 février à 15 h, débat sur la révolution russe de 1917 et la Makhnovchina.

LYON

Chaque mercredi de 21 h à 22 h, écoutez sur Radio Canut (102.2) l'émission « Idées Noires », animée par les groupes FA de Lyon.

ROUEN

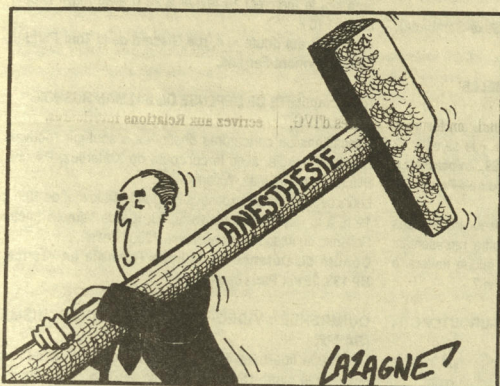
Vous êtes invités à une réunion organisée par le groupe de Rouen sur le thème suivant : « Quel ordre, quelle morale ? », animée par Jacques Lesage de la Haye, auteur de La Guillotine du sexe, et par un militant d'Act up, le samedi 12 février à 14 h 30 à la Halle aux Toiles de Rouen.

SAINT-NAZAIRE

Le groupe libertaire Fernand-Pelloutier se réunira le mardi 22 février (salle C) à 20 h 30 à la Maison du Peuple, place Salvador-Allende. A l'ordre du jour de cette réunion : l'implantation anarcho-syndicaliste locale.

Groupe libertaire Fernand-Pelloutier c/o Les Amis de Fernand-Pelloutier, Maison du Peuple, place Salvador-Allende, 44600 Saint-Nazaire.

La crise ? Quelle crise ?



(suite de la « une »)

La prospérité des uns se faisait sur le travail des autres. Non contente de cela, la bourgeoisie allait (comme aujourd'hui) jusqu'à trouver immorale la situation dans laquelle elle avait contraint les pauvres.

Mais le capitalisme allait buter sur sa grande contradiction, qui n'a toujours pas été dépassée aujourd'hui : soit les salaires sont faibles, donc les profits forts, et la production augmente mais ne trouve pas à s'écouler car la demande est trop faible (d'où la crise de surproduction, le chômage... 1929) ; soit les salaires augmentent, donc les profits baissent, et la production tend à être dépassée par la demande, ce qui n'est plus compatible avec les intérêts dirigeants du capitalisme (d'où l'inflation et la crise de... 1973).

Le XIX^e siècle qui avait largement favorisé les profits s'est achevé avec la crise de 1929. La solution a été trouvée dans l'entre-deux-guerres : soutenir la consommation pour que les salariés puissent acheter plus facilement les produits qu'ils ont eux-mêmes fabriqués. Ainsi on augmente les salaires (le jeu en vaut la chandelle pour les patrons) et on connaît une telle productivité (c'est le prix à payer pour les salariés) que les profits peuvent s'accroître dans le même temps. La période des « trente glorieuses » est la seule qui ait permis une augmentation simultanée et significative des profits et des salaires. Enfin l'équilibre salaire-profits et offre-demande semblait trouvé.

Mais le capitalisme ne peut gérer sa propre efficacité, il ne sait gérer que la crise. Ainsi ce système (appelé fordiste) a tourné au désavantage des intérêts dirigeants, car la part des salaires a augmenté de telle manière que les profits ont commencé à baisser à partir de 1965. Il faut dire que les salariés s'habituent vite à

l'augmentation légitime de leurs droits sur la production. La seule solution pour les patrons était de faire payer aux salariés-consommateurs les augmentations de salaires des salariés-producteurs. Rien n'y fit ! L'efficacité coûte trop cher au capitalisme, il vaut mieux le gâcher et la crise !

Cette crise des années 70 à nos jours est donc la tentative de rompre avec l'expérience unique de croissance forte et de valeurs qu'elle a diffusée auprès des salariés. Il s'agit, pour les intérêts dirigeants, de revenir en arrière, donc de freiner les ardeurs des salariés. Mais cela ne se fait pas facilement, car on s'habitue à la hausse du pouvoir d'achat et aux rapports de force avec le patron. Ainsi la stratégie va être de diminuer la masse salariale sans diminuer les salaires dans un premier temps, donc de licencier massivement. Puis de réembaucher à d'autres conditions, CES, CDI, stages, contrat spécifique à 1 500 F par mois... comme le fit Reagan en 1981 en licenciant 12 000 contrôleurs aériens (pour fait de grève) pour les réembaucher sur d'autres bases salariales...

L'internationalisation de la production

Un autre élément va être l'internationalisation de la production, qui vise, entre autres, à augmenter la marge de manœuvre des entreprises en terme de coûts salariaux. Peu à peu cette politique a payé, car les profits ont de nouveau augmenté dans les années 80 et les entreprises ont rétabli leurs marges de façon éclatante : en 1970, le taux de marge était de 30 %, les salariés récupérant donc 70 % des richesses produites ; en 1990, le taux était de 40 %, les salariés ne récupérant plus que 60 % de celles-ci... Voilà ce qu'est la crise !

Il est bien évident que des résistances sont mises en place par le monde du travail. Mais les nouvelles règles du jeu sont surtout applicables à ceux qui n'en ont pas connu d'autres. Ce qui explique que les derniers arrivés sur le marché du

travail morflent particulièrement (femmes, jeunes...). Il est tellement plus facile d'apprendre le capitalisme à une petite tête qui n'a jamais été habituée à concevoir la relation au travail lors d'un conflit, et l'amélioration de sa situation...

La crise est donc un concept économiquement mou, mais politiquement fort. Il possède simplement une utilité idéologique, en tant que forme de savoir et de discours qui vise à changer les règles du jeu sous contrainte de « nécessité » ; autrement dit, le discours sur la crise est l'arme essentielle des capitalistes dans la lutte des classes. On peut voir cette utilité au moins à trois niveaux :

— la « crise » a permis l'acceptation du chômage et avec lui, les changements au profit des patrons. Cette théorie existe depuis longtemps chez les libéraux : quand les salaires sont trop hauts, il suffit de provoquer le chômage pour qu'ils diminuent (c'est, en économie, ce qu'on appelle la courbe de Philips). Ainsi la crise légitime les licenciements, et ceux-ci entraîne une baisse des salaires ;

— la crise a permis des prouesses au niveau politique, en renforçant les

mécanismes de culpabilisation des forces du travail : culpabilisation des chômeurs, d'une part, pour annihiler tout esprit de révolte, et culpabilisation des salariés d'autre part, à son zénith aujourd'hui avec le thème du partage du travail, pour discipliner les forces du travail qui avaient quelque ardeur dans les années 70 ;

— la crise a opéré une redistribution des richesses au profit des propriétaires du capital (capitalistes, indépendants et fraction salariée de l'encadrement), ce qui a toujours été son véritable objectif.

Le terme de crise : une usurpation idéologique

Le terme de crise est donc une usurpation idéologique dont on voit l'intérêt pour le pouvoir politique et économique.

On définit une crise par rapport à des objectifs ; or les objectifs du capital sont aujourd'hui préservés : les profits augmentent sans cesse depuis 1983, de même que la productivité (la France en est même championne), les actions n'ont jamais

autant rapporté... Le seul accroc, pour le capital, c'est le chômage, la précarité, les inégalités... Mais les éradiquer n'est pas son objectif, puisqu'au contraire, c'est lui qui les crée. Alors ne prenons pas les recoins pour des saint-bernard !

Ainsi ce n'est pas la crise qui provoque chômage, inégalités et souffrances, mais le capitalisme, tel qu'il a toujours été, sauf pendant les trente glorieuses, où ses conséquences se sont atténuées sous la pression sociale.

Il nous reste donc à œuvrer dans la résistance au capital, mais pas pour revenir aux trente glorieuses qui n'ont rien changé à notre exploitation — même si les forces du travail ont récupéré des miettes plus grosses que d'habitude.

D'ailleurs, puisque nous sommes en crise, qui pourrait m'expliquer pourquoi les richesses annuelles (le PIB) de la France ont augmenté de 50 % en 20 ans, alors que tous nous serinent qu'on ne peut plus faire ce qu'on faisait avant ? Il y en a qui doivent avoir la solution dans leur porte-feuille d'actions...

Christophe
(liaison FA - Angers)

CHÔMAGE ET SOCIÉTÉ LIBERTAIRE

Se libérer d'un travail aliénant

Selon les politiciens professionnels de droite comme de gauche, il n'y aurait pas de remède au chômage. Nous aurions donc affaire à un mouvement naturel, incontrôlable et irrémédiable. Faut-il le souligner, le chômage n'est pas une fatalité mais la conséquence de la logique économique capitaliste dont l'objectif premier est de réaliser des profits sans se soucier obligatoirement de la satisfaction des besoins primordiaux des hommes. De nos jours, la course aux profits passe par une organisation du travail nécessitant de moins en moins de main-d'œuvre jugée « trop coûteuse » dans le contexte de la globalisation de l'économie. Les phénomènes d'exclusion se multiplient dans nos sociétés paradoxalement riches.

C'est dans ces conditions qu'est apparu le débat sur le partage et/ou la réduction du temps de travail. Les forces politiques et syndicales dominantes ont placé leurs réflexions sur ce thème dans le cadre du système économique que nous subissons. Leurs idées de partage font d'avantage penser à de la charité chrétienne qu'à un projet réellement émancipateur. En ce qui nous concerne, cette réflexion ne peut être menée qu'en rupture avec le capitalisme et dans le sens d'une émancipation des individus. Pour des millions de personnes, le travail est loin d'être un plaisir, il est avant tout un moyen permettant de (sur)vivre dans le cadre de la société marchande. Il est souvent vécu comme une contrainte ; d'ailleurs, étymologiquement, le mot travail a plus à voir avec la torture qu'avec le plaisir. Faut-il supprimer le chômage et tendre vers le plein-emploi ou envisager une toute autre perspective ? N'est-il pas possible aujourd'hui, étant donné les progrès technologiques réalisés, de satisfaire les besoins des individus avec une quantité de travail la plus petite possible ? Il s'agit de partir de la situation économique et de l'état des techniques

légues par le capitalisme et de procéder à un changement révolutionnaire et non de gérer la misère. La révolution, outre la destruction de l'Etat et de toutes les formes d'autorité, ne devra pas signifier uniquement la libération des travailleurs dans l'entreprise (collectivisation des moyens de production et gestion directe) mais la libération des individus de l'entreprise et du travail aliénant (de sa sacralisation). A l'aube du XXI^e siècle, il est temps de mettre fin au combat que la plupart des individus doivent mener pour l'acquisition de leurs moyens de subsistance. Une telle société, organisée selon des principes libertaires, ouvrira la voie à de nouvelles activités pour le plus grand nombre : acquisition de connaissances, meilleure éducation des enfants, éradication des conséquences des inégalités sociales engendrées par le capitalisme (illégitimité, mauvaise santé physique et psychique...), amélioration du cadre de vie, participation à l'autogestion des quartiers, des communes... activités devant permettre le plein épanouissement des individus. Les rapports entre les gens qui continueront à travailler volontairement (une minorité) et ceux qui disposeront d'un « temps libéré » devront être définis de telle sorte que les premiers ne deviennent pas les esclaves des seconds et que les premiers, du fait de leur fonction, ne décident pas seuls de tout. Il n'est pas question de copier l'Athènes antique mais résolument de la dépasser. Une telle perspective sociale n'est pas nouvelle en soi, elle a déjà été envisagée dans les mouvements socialistes révolutionnaires du siècle passé. Elle constitue une réelle alternative à ce qui nous est proposé par les forces politiques bourgeoises et réformistes qui veulent perpétuer l'ordre esclavagiste moderne. Donnons-lui une dimension idéelle et pratique anarchiste.

Ivan Tomić

Pour
« Le Monde libertaire »,
un soutien efficace :
l'abonnement !

ESPAGNE

Le fascisme contre l'anarchisme — Dans la nuit du 19 au 20 novembre 1993, à Jijon, le local de la CNT a reçu un cocktail Molotov provoquant un début d'incendie et causant quelques dégâts. Cet attentat avait certainement pour objectif d'empêcher le déroulement de la journée de lutte antifasciste du 20 novembre ; mais l'initiative eût tout de même lieu, organisée par les Jeunesses libertaires.

Dans la même nuit, les fascistes des Bases autonomes ont bombardé des slogans de menace contre la CNT en diverses localités d'Espagne. Et c'est dans la matinée du 14 décembre qu'une bombe incendiaire fut lancée contre le local de la CNT de Villaverde (quartier de Madrid). Les précautions ayant été prises pour éviter la propagation d'éventuels incendies, les dégâts ont donc été sommaires. Précisons que ce local est aussi le siège des archives historiques de la Fondation Anselmo-Lorenzo et abrite la garderie d'enfants « Petit Compagnon ». L'attentat porte la signature des Bases autonomes. La CNT, en riposte, organisa une manifestation qui rassembla près de 500 personnes.

Plus grave : six jours après cet attentat, les murs d'un autre quartier de Madrid, Estrecho, furent couverts de slogans menaçants du style : « *Estrecho sera la tombe de l'anarchisme !* ». Face à cette campagne orchestrée, l'autodéfense contre le fascisme est plus que jamais à l'ordre du jour.

Information tirée de *Cenit* n° 519 (28 décembre 1993) et de *CNT* n° 157 (janvier 1994)

CROATIE

Les femmes réfugiées de Bosnie se photographient — En faisant un détour par la librairie du Monde Libertaire n'omettez pas de choisir pour six francs six sous une certaine carte postale noir et blanc qui porte une bien belle histoire...

Voici quelque temps, un petit paquet de photos est arrivé à la Maison des Femmes (8, cité Prost, 75011 Paris. Tél. : 43.48.24.91). Notre émotion fut grande en découvrant sa provenance : « *De la part de Fikreta, Medina, Senada... et les autres, Maison de l'aide multiculturelle de Zagreb (MMP), aux copines de l'association "Solidarité féministe avec les femmes de l'ex-Yougoslavie", qui nous ont apporté soutien financier et technique pour la création de l'atelier photo.* »

Ces émouvantes photos (parmi lesquelles nous avons choisi d'éditer la carte postale) ont assurément été prises et développées par ces femmes réfugiées en Croatie, que nous avons rencontrées et aimées à l'été 1993. Certaines d'entre elles n'avaient jamais approché un appareil photo ; toutes avaient subi de graves traumatismes (viols et autres violences), et nécessitaient de terribles efforts de concentration pour réaliser les plus petites choses.

Rappelons que la MMP-Zagreb, organisée par des féministes de l'ex-Yougoslavie (avec lesquelles nous étions en contact avant la guerre), apporte une aide véritable aux femmes victimes des divers crimes de guerre, grâce à la mise en place de lieux de soins, d'écoute et de centres d'animation et de travail.

Les militantes du collectif et de l'association « Solidarité féministe avec les femmes de l'ex-Yougoslavie » soutiennent diverses initiatives de femmes : contre les violences qui leur sont faites ; contre la guerre et pour la multiculturalité (il existe des centres « Femmes anti-guerre » partout, malgré les difficultés).

Les femmes réaffirment que les nationalismes sont porteurs de misogynie et d'exclusion en général, et poursuivent leur action contre le viol sous toutes ses formes : en temps de « paix », en temps de guerre et comme instrument de purification ethnique (cf. *ML* n° 921, été 1993).

Rosine Arroyo (gr. Pierre-Besnard - Paris)



Associations

LYON : DÉBATS ET VIDÉO À LA LIBRAIRIE LA GRYFFE

• Samedi 12 février à 15 h : « Luites syndicales et avenir du travail », débat organisé par le Collectif libertaire contre la soumission et l'OCL.

• Jeudi 17 février à 20 h : *Etat de siège*, film de Costa-Gavras (durée : 2 h).

• Samedi 19 février à 15 h : « William Goodwin et l'euthanasie du gouvernement », débat animé par A. Thévenet de l'Atelier de création libertaire.

La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryffe (M° Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

AIX-EN-PROVENCE : GALETTE FRATERNELLE ET LAÏQUE (RAPPEL)

Le groupe Francisco-Ferrer de la Libre Pensée aixoise vous invite à une « galette fraternelle et laïque » le samedi 12 février à 15 h à Aix Associations, salle 329, immeuble Le Ligoureux, quartier d'Encagnane, 13090 Aix-en-Provence. Tél. : 42.24.05.53 (pour réservations).

A l'occasion de cette galette, un libre penseur parlera des atteintes portées à la laïcité et Jean-Marie Joffe, représentant de la Fédération des Cercles de défense laïque traitera le sujet : « Pourquoi un front laïque et républicain ? ».

LILLE : PROJECTION AU CCL BENOÎT-BROUTCHOUX (RAPPEL)

Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux vous invite le samedi 12 février à 14 h précises à la projection gratuite du film de Bernard Baissat, *Aux quatre coin-coins du Canard*, contant l'histoire du *Canard enchaîné*, fondé en 1915 par les anarchistes Jeanne et Maurice Maréchal. La projection sera suivie à 17 h d'un débat sur les médias, « Information et démocratie », en compagnie de journalistes régionaux.

CCL Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (métro Fives) à Lille. Tél. : 20.47.62.65.

VALLÉE D'ASPE : MANIFESTATION ET PROCÈS (RAPPEL)

Une manifestation est prévue sur le site du tunnel du Somport le dimanche 13 février. Pour l'hébergement, se renseigner au 59.34.53.17.

Par ailleurs, le jeudi 17 février à 14 h, trois militants anti-tunnel passeront en procès devant le tribunal de Pau. Venez nombreux les soutenir.

SÉLECTION RADIO LIBERTAIRE (PARIS - 89.4)

- Jeudi 10 février, 15 h - 16 h 30 : « Humeurs Noires », les coups de gueule de Serge Livrozet et des auditeurs.
- Vendredi 11 février, 14 h - 16 h : « Bibliomanie ».
- Samedi 12 février, 20 h 30 - 22 h : « Raconte pas ta vie ! », le roman noir des idées radicales avec Serge Quadruppani.
- Dimanche 13 février, 8 h 30 - 10 h : « L'imaginaire », des mathématiques à la poésie au niveau du dérisoire.
- Lundi 14 février, 12 h - 13 h 30 : « En toute mauvaise foi », littérature et chanson.
- Mardi 15 février, 16 h 30 - 18 h : « Les petites annonces d'entraide ».

CLERMONT-FERRAND : SOIRÉE-CONFÉRENCE

DE L'ACTION COMMUNISTE LIBERTAIRE (RAPPEL)

Soirée-conférence sur l'objection de conscience et l'insoumission le lundi 14 février à 20 h 30 au 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

CLERMONT-FERRAND : RÉCITAL DE SOUTIEN

Un récital de soutien au bar associatif « La Truie qui doute » aura lieu le mercredi 16 février à 22 h avec Alayn Dropsy. Entrée : 10 F.

« La Truie qui doute », 4, rue Giscard de la Tour-Fondue, 63000 Clermont-Ferrand.

PARIS : COMITÉ DE DÉFENSE DE SALMAN RUSHDIE EN FRANCE

Expositions de caricatures destinées à soutenir l'écrivain Salman Rushdie, avec le concours de Kerleroux, Pancho, Plantu, Sergueï, Wiaz, Willem...

Leurs œuvres seront exposées le 13 et le 14 février de 10 h à 19 h, à la Maison des Écrivains, 53, rue de Verneuil (métro Solferino ou Assemblée nationale), 75007 Paris.

Comité de Défense de Salman Rushdie en France, BP 133, 75121 Paris cedex 03.

QUIMPERLÉ : VIDÉO-DÉBAT SUR L'ANARCHISME (RAPPEL)

Le groupe libertaire Francisco-Ferrer du pays orientais organise le mardi 15 février à partir de 20 h 30 une vidéo-débat sur le thème suivant : « Quest-ce que l'anarchisme ? » au Centre Coat-Ker de Quimper.

Pour tout contact : Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 56100 Lorient.

« COURANT ALTERNATIF »

Courant alternatif, mensuel de l'Organisation communiste libertaire (OCL), est-il menacé ? En effet, CA a plus de 40 000 F de dettes. Pour remédier à ses difficultés actuelles, CA lance une souscription et une campagne d'abonnement pour continuer de paraître. Vous pouvez vous abonner à deux pour 220 F par an (soit 11 F par numéro).

Sur simple demande, vous pouvez recevoir un exemplaire gratuit. Chèque à l'ordre de « La Galère ». « Courant alternatif » c/o Egégore, BP 1213, 51058 Reims cedex.

FRANCE-GUATEMALA

Campagne de promotion des droits des peuples indigènes

La révolte des Indiens mexicains de l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) dans l'Etat du Chiapas vient de mettre à nouveau sous les feux de l'actualité les conditions d'existence des peuples indigènes d'Amérique.

La campagne « 500 ans de résistance indigène, noire et populaire » menée en 1992 aura eu pour effet d'attirer l'attention de l'opinion occidentale sur ces populations qui subissent le racisme, la pauvreté, l'oppression et la répression de la part des propriétaires terriens, de l'Etat et de l'armée.

Loin de se résigner, les peuples indigènes s'organisent et continuent de lutter pour leur reconnaissance.

Durant l'année internationale des peuples indigènes, en 1993, un premier sommet mondial des peuples indigènes, rassemblant des représentants du monde entier, s'est tenu à Chimaltenango au Guatemala. Cette conférence internationale, tenue à l'initiative de Rigoberta Menchu, militante indienne maya-quinché et prix Nobel de la paix 1992, a permis de définir un certain nombre de résolutions :

- réaffirmer le droit des peuples indigènes à l'auto-détermination ;
- établir la décennie internationale des peuples indigènes de 1994 à 2004 ;
- favoriser le développement humain des peuples indigènes ;

— campagne mondiale contre le racisme ;

— exhorter l'ONU à créer un haut-commissariat pour les peuples indigènes...

Afin de promouvoir ces luttes, de dénoncer les violations graves des droits de l'homme au Guatemala et de faire le point sur la situation des réfugiés externes et internes (CCPP et CPR) auprès des instances européennes et internationales, le Collectif Guatemala et d'autres organisations non-gouvernementales françaises (Terre des Hommes, la CIMADE, la FDH...) organisent une tournée de conférences jusqu'au 17 février entre Paris, Bruxelles, Strasbourg et Genève.

Cette tournée a débuté le 7 février par une conférence-débat organisée par le groupe Humeurs Noires de la Fédération anarchiste, le Comité France-Amérique latine et le CCL Benoît-Broutchoux. Des représentants guatémaltèques ont été reçus par Marie-Christine Blandin, présidente verte de la région Nord-Pas-de-Calais, et par des élus locaux afin de leur faire signer le manifeste pour la défense des droits des peuples indigènes et des droits de l'homme au Guatemala. Il s'agit ainsi de mobiliser la communauté internationale pour faire pression sur le gouvernement guatémaltèque et sur l'armée afin qu'ils respectent les droits au retour des réfugiés. Il s'agit aussi

de demander la dissolution des patrouilles d'autodéfense civile, véritable outil de répression massive des peuples indigènes.

« Les peuples indigènes refusent d'être effacés de la surface du globe. Ils veulent vivre, que leur soit reconnu leur droit à la vie, à la démocratie, à la justice et au développement. Les difficultés vécues par les communautés indiennes du Guatemala et les communautés indigènes de la planète ne peuvent et ne doivent pas rencontrer notre indifférence. » (extrait d'un dossier du Collectif Guatemala)

José Da Costa
(gr. Humeurs Noires - Lille)

TROIS OUVRAGES DE FIN D'EMPIRE COLONIAL PORTUGAIS

Lettres d'Angola

Ciné sélection

« Menace II Society »

« Etre noir, c'est difficile aux Etats-Unis...
Il faut apprendre à survivre. »

WATTS, 1965 : une émeute dans le ghetto noir de Los Angeles, matée dans le sang. Et la voix off d'ajouter : « Après les émeutes, la drogue... Mon père était dealer et ma mère junkie, j'étais dès mon jeune âge branché sur la rue ». Traduit : j'étais condamné.

1993, Watts au quotidien : braquages, meurtres, guerre des gangs, drogue, fric facile, jeunesse black flinguée, sans espoir. Une réalité que le jeune Caine, élevé par ses grands-parents, vit et nous raconte jusqu'au dénouement final et attendu... la mort. Le film s'achevant sur les dernières images entrevues par le héros, ses dernières paroles et les dernières pulsations de sa vie.

Premier long métrage d'Albert et Allen Hughes, jumeaux afro-américains de 21 ans, *Menace II Society* (1) a été tourné quelques mois après les émeutes de Los Angeles d'avril 1992, dans le ghetto noir de Los Angeles, avec le service d'ordre du quartier. On pense évidemment à *Boyz'n The Hood* qui a bénéficié du même type de promotion et se déroule également à Los Angeles. Si *Menace II Society* n'a pas le caractère prémoniteur du film de John Singleton, il dresse également un tableau brutal, constat sans concession du drame vécu par cette génération de jeunes loosers condamnés. Le montage rapide, voire saccadé, souligne la violence des images que nous assènent les frères Hughes sur fond de ghetto, repli tribal, dope, armes et taule. « *Etre noir, c'est difficile aux Etats-Unis... La chasse est ouverte et tu es le gibier. Il faut apprendre à survivre.* » Le film pourrait se résumer à cette phrase prononcée par le prof de Caine.

« *No Justice, no peace !* » (Sans justice pas de paix) scandaient les manifestants de New York le 1^{er} mai 1992, mais il ne s'agit pas hélas de révolte dans ce film ni de remise en question d'un système. Tout fonctionne comme si les protagonistes du drame acceptaient le manque d'issue au cul-de-sac de leur avenir. Quelle justice quand les autorités ferment les yeux sur les brutalités policières à caractère racial, et qu'il y a plus de jeunes noirs en prison que dans les universités ? Quelle paix quand des jeunes livrés à eux-mêmes peuvent acheter des armes en vente libre et se massacrer entre eux ? Quel futur en l'absence de revendications et de solidarité entre opprimés ? La domination raciale est acceptée comme une fatalité et la violence

s'exprime en vase clos, contre les autres Blacks, les laissés-pour-compte ou les autres communautés, mais jamais contre le pouvoir.

La seule note optimiste du film est le personnage de Ronnie, jeune femme élevant seule son enfant et refusant un destin dont tous les acteurs du drame semblent s'accommoder. Il n'existe pas encore de distributeurs afro-américains de films, et on en vient à se demander le pourquoi de cette vague de films blacks, *Hanging With Homeboys* (virée glauque dans le Bronx) de Joseph Vasquez, *Boyz'n the Hood* (sur la guerre des gangs) de Singleton, *To Sleep With Anger* (La Rage au cœur) de Charles Burnett, *New Jack City* (sur le crack) et *La Revanche de Jesse Lee* (western black) de Mario Van Peebles, *Faux mouvement* (thriller) de Carl Franklin, certes tous intéressants, mais basés essentiellement sur la violence, le sexe ou la drogue. Cela est-il plus vendeur dans une société qui joue à se faire peur pour éviter de confronter les problèmes sociaux ? Et ces nouveaux personnages de jeunes Blacks expriment-ils une réalité globale ou veulent-ils simplement remplacer les anciens stéréotypes, le gentil Noir avec les yeux qui roulent, style Stepin Fetchit dans les années 30, par ces images de paumés violents et sexistes ? En effet, rares sont les occasions de voir des films ayant une réflexion plus profonde, dépassant la réalité du ghetto pour s'attaquer aux raisons de cette injustice sociale, pour revendiquer la reconnaissance des droits non seulement des Blacks, mais de tous les opprimés par un pouvoir qui a beau jeu de les dresser les uns contre les autres. Pourquoi des films de qualité comme *Daughters In the Sand* réalisé par Julie Dash ne sont-ils pas distribués ? La création afro-américaine a toujours eu de multiples facettes, et il serait intéressant de pouvoir en découvrir la variété. Cependant, même s'il répond à une vogue du thriller black urbain avec musique rap (excellente), violence et gros plans, *Menace II Society* est à voir pour comprendre l'engouement qu'il provoque et la ténacité des clichés sur le rêve américain.

Christiane Passevant

(1) *Menace II Society* (1993, Etats-Unis, 1 h 36) d'Albert et Allen Hughes. Avec : Tyrin Turner, Larenz Tate, Jada Pinkett, Arnold Johnson.

« SIGNES ET LANGAGES »
exposition
d'ANDRÉ ROBÈR
(compagnon du groupe
« anartistique » La Vache Folle)
jusqu'au 11 février
à l'Atelier « Le Fanal »
74, boulevard des Capucines
13008 Marseille

MARIE-JOSÉE VILAR
au
« Grenier de la chanson »
16, 17 et 18 février
20 h 30
Café de la Table Ronde
7, place Saint-André
38000 Grenoble
Tél. : 76.44.51.41

« **J**E HAISSAIS CEUX qui nous mentaient et nous opprimaient, nous humilièrent et nous tuaient en Angola, les messieurs sérieux et dignes qui, de Lisbonne, nous poignardaient en Angola, les politiciens, les magistrats, les policiers, les bouffons, les évêques, ceux qui aux sons d'hymnes et de discours nous poussaient vers les navires de la guerre et nous envoyaient en Afrique, nous envoyaient mourir en Afrique, et tissaient autour de nous de sinistres mélodées de vampires. »

Antonio Lobo Antunes ne se proclame pas anarchiste, il en est pourtant proche, et peut-être beaucoup plus que certains qui le crient sur tous les toits. Né dans la bourgeoisie portugaise, expédié en Afrique par le régime salazariste comme médecin-militaire pendant la guerre contre les indépendantistes angolais, il est revenu de l'enfer depuis longtemps. Mais en revient-on vraiment ? Il fait l'exorcisme de cette expérience dans *Le Cul de Judas* (1), récit à la première personne d'un narrateur qui lui ressemble. Bien plus qu'un simple témoignage ce roman ne laissera pas le lecteur indémêlé.

L'insoumission, l'exil ? La machine à broyer les hommes ne l'a pas laissé échapper. Pourtant, alors qu'un blessé agonise devant lui, il pense : « *Je voudrais être à trois mille kilomètres de là... je voudrais me trouver à Paris en train de construire des révolutions dans les cafés...* »

L'écriture est d'une richesse rare. Ce long monologue accumule les images fortes ; il ne s'agit pas d'exercices de style. Ces phrases qui choquent sont chargées de sens. L'horreur et le sordide qui dominent n'étouffent pas un humour sans pitié ni pitié : « *A cette époque-là... on croyait en Dieu, un être barbu et sévère, sexagénaire en tunique, sandales et coiffé avec une raie au milieu, qui gérait une entreprise de martyrs et de saints aussi compliquée que des Grands Magasins en distribuant des péchés, des bulles, des absolutions et des passeports pour l'Enfer par l'intermédiaire de ses chargés d'affaires terrestres, appelés prêtres, qui transmettaient, le dimanche, à la direction de l'entreprise des télex en latin.* »

Prends garde lecteur ; après *Le Cul de Judas*, tu seras fatalement entraîné vers *Le Retour des caravelles*, *Fado Alexandrino*, *Explication des oiseaux...* Il faut découvrir l'un des plus grands auteurs européens de cette fin de siècle.

José « Laudino » Vieira est né aussi au Portugal, non dans la bourgeoisie mais dans une famille pauvre vouée à l'émigration pour la plus grande gloire de l'Empire. Ayant grandi dans le quartier populaire de Makulusu à Luanda, capitale de l'Angola, il est bilingue et, à l'époque où commence la rébellion indépendantiste, il se convertit au marxisme. Son engagement lui vaudra d'être déporté vers un

bagne des îles du Cap-Vert, autre colonie portugaise. Il y écrit *Nous autres, de Makulusu* (2).

Le narrateur vient d'apprendre la mort de son frère, sous-lieutenant dans l'armée portugaise, tombé dans une embuscade de la guérilla. Ce récit, à lire d'une traite, évolue sans cesse entre la nostalgie de l'enfance et l'angoisse d'un présent déchiré.

Lui, Blanc, communiste, favorable à l'indépendance, considéré comme un renégat par ses proches et mal vu des

comme l'ont fait Antunes pour les appelés portugais, ou Vieira pour les Angolais ? Il faudra attendre la chute de Castro pour que nous parvenions un grand livre, aujourd'hui peut-être en gestation...

Malgré les espoirs de paix en 1992, la guerre a repris avec rage en Angola, entre MPLA au pouvoir et UNITA. Jonas Savimbi semble échapper à ses maîtres occidentaux. La croisade contre le marxisme étant passée de mode, il justifie à présent son combat en se déclarant le défenseur de la majorité noire des provinces contre la minorité métisse de la capitale. Une question de pureté ethnique ? Voilà qui est « furieusement tendance »...

Hélas, hélas, Luanda est bien loin, oui, à plus d'une heure d'avion de Paris, on ne peut pas y poser devant les caméras le matin et manger au Fouquet's le soir...

Antoine Barral

« Malgré les espoirs de paix en 1992, la guerre a repris avec rage en Angola. »

Noirs ; son frère engagé dans l'armée coloniale ; son demi-frère métis, pourchassé par la police politique salazariste ; tous trois partageant un destin dont la tragédie complexité contredit toute vision manichéenne du drame colonial : les petits colons, prolétaires blancs et racistes sont le père, la mère, la sœur des héros de chaque camp...

Pour Vieira, l'Angola est le pays de l'enfance et non l'enfer du service militaire. Son attachement pour cette terre apparaît dans son écriture moins torturée, plus poétique, que celle d'Antunes.

La lecture parallèle de ces deux romans devrait conduire à celle de *Yaka* (3), œuvre de Pepetela, Angolais blanc, indépendantiste et marxiste, qui fut ministre du premier président angolais Agostinho Neto, lui aussi poète. Bien que Pepetela et Vieira aient activement participé au système de contrôle étatique de la littérature caractéristique des pays du socialisme réel, leurs livres ne peuvent être négligés.

Yaka retrace, à travers cinq générations d'une famille de colons portugais, l'histoire du pays de 1890 à 1975, et l'enracinement difficile dans cette terre étrangère.

En 1974-1975, la Révolution des Œuillets puis l'indépendance de l'Angola permirent au médecin mobilisé et au prisonnier des îles du Cap-Vert de rentrer chez eux. Mais une vingtaine d'années plus tard le bilan est terrible. Agressé par l'Afrique du Sud qui soutenait les rebelles de l'UNITA menés par Jonas Savimbi, le régime marxiste du MPLA a résisté grâce à l'intervention cubaine. Chair à canon de l'internationalisme prolétarien, ces joyeux volontaires, décrits par Garcia-Marquez dans *Opération Carlota*, sont retournés à Cuba au début des années 90 après quinze ans de guerre. Parfois accusés de rapporter chez eux le SIDA et la drogue, peut-être perçus comme une menace pour le système castriste, ces héros maudits semblent être aussi bien traités que le furent les anciens des Brigades internationales dans les pays de l'Est. Qui écrira leur histoire

FRANCE CULTURE
(93.5/93.9)
JEUDI 10 FÉVRIER
20 h 30 - 21 h 30
« Les vies parallèles de Nicolai Bakhtalov »
d'après un roman de S. Doubinski (Actes Sud).
La vie romancée d'un anarchiste russe.

LILLE
RADIO CAMPUS (106.6)
Vendredi 19 h 30 - 20 h 30
émission
« Sans voix ni maître »
(animée par le centre culturel
libertaire Benoit-Brouchoux
et le groupe Humeurs Noires de la FA)
• Vendredi 11 février :
le Guatemala.
• Vendredi 18 février :
le Planning familial
(sous réserve).
• Vendredi 25 février et
vendredi 4 mars : inter-
ruption pour cause de
vacances.
• Vendredi 11 mars :
revue de presse mili-
tante.
• Vendredi 18 mars :
les populations autoch-
tones du Québec.
• Vendredi 25 mars :
sectes et psychiatrie
(sous réserve).

Rennes la révolte



Rennes, le 4 février : cordon de CRS sur la place du Parlement de Bretagne. Photo : groupe FA.

(suite de la « Une »)

La pêche industrielle, et rien en ce qui concerne les salaires, et 10 millions pour les familles de pêcheurs, mais dont on ignore comment ils seront distribués, s'ils le sont. Le reste sera consacré à une campagne publicitaire en faveur de la pêche !

Cet argent, en fait, est un jeu de passe-passe, et ne sera jamais versé aux victimes de la casse du secteur pêche et en particulier à la pêche artisanale et aux marins-pêcheurs.

Les raisons de la colère — La restructuration économique, à l'échelle européenne et mondiale, met une nouvelle fois à l'épreuve une région, la Bretagne, déjà fortement sinistrée (agriculture, chantiers navals, électronique, automobile...), entraînant exode rural, désertification, chômage et exclusion.

La pêche, secteur clef en Bretagne, subit une nouvelle fois les effets destructeurs du système :

— l'importation tous azimuts, extra-communautaire, en dehors

même des règles européennes de par les trafics (langoustines se trouvant dans des caisses de dindes !), entraîne l'effondrement des prix à la criée : sole, 46 F il y a quelques mois à 35 F aujourd'hui ; cabillaud de 16 F à 12 F en quelques jours et 4 F en provenance des pays de l'Est via la Scandinavie ;

— dévaluation des monnaies anglaises, espagnoles et italiennes d'où une compétitivité accrue pour ces pays au sein même de la CEE (raison des conflits entre pêcheurs



Bateaux à quai sur le port de Dieppe. Photo : groupe FA.

français et espagnols, français et anglais).

Et le prix à la consommation ne baisse même pas ! C'est finalement l'arnaque des intermédiaires, en particulier les marayeurs qui fixent les cours à la criée, les grossistes et autres revendeurs qui multiplient les interventions (reconditionnement et congélation) pour maintenir les prix élevés à la consommation et accroître leurs marges.

Cette situation met à genou la pêche traditionnelle et artisanale, la plus nombreuse — et qui doit disparaître selon les experts de Bruxelles — au profit des gros industriels de la mer.

lités, élimine ce qui n'est pas rentable, renforce la concertation des gros groupes et pousse au chômage et à la misère les salariés et les petits artisans de la pêche. C'est finalement toute une vie du littoral qui doit disparaître.

La lutte des marins-pêcheurs doit trouver un écho de sympathie auprès de la population et une solidarité effective dans leur combat pour leur survie.

Avec tous les travailleurs en lutte pour leur emploi, et le maintien des salaires, avec les chômeurs qui s'organisent, nous devons manifester notre soutien pour changer le système.

Une seule solution — Comme dans d'autres secteurs d'activités, le capitalisme développe les inéga-

Jean-Charles
(groupe de Rennes)

RENTÉE SCOLAIRE 1994-1995

Mettre la pression dès maintenant

Comme chaque année, les dotations en postes, en heures, se font à cette période. Dans l'après-16 janvier, où en sommes-nous ? La gigantesque manifestation n'a, semble-t-il, servi à rien.

La rentrée scolaire de septembre 1994 est en train de se jouer. Déjà, dès décembre 1993, dans l'académie de Lyon, le recteur avait annoncé la suppression d'une centaine de postes dans les lycées professionnels. Puis l'inspection académique confirmait vers mi-janvier les blocages ou fermetures de classe dans le primaire. Les raisons essentielles évoquées étant d'une part la baisse d'effectifs aussi bien dans le primaire que dans le secondaire et d'autre part le fait que certaines filières professionnelles n'ont plus lieu d'être à court terme, comme l'habillement, faute de débouchés professionnels. C'est bien le souci de rentabilité économique qui est mis en avant, et en aucun cas l'intérêt de l'enfant, de l'adolescent. En effet, les suppressions de postes vont provoquer l'augmentation des effectifs par classe. Dès lors, comment enseigner dans des classes de 28 élèves en primaire, 35 élèves en secondaire, dans des banlieues comme Vaulx-en-Velin ou Vénissieux. L'évitement scolaire (1), qui existait déjà dans certaines communes comme Vaulx-en-Velin, va être renforcé, et l'école privée, confessionnelle ou patronale va se retrouver gonflée à bloc. Ainsi tout est fait à terme pour que le privé ramasse les billes des manquements du public. Et rien ne pourra empêcher la parité public-privé, que la gauche permettra sans nul doute si elle revient au pouvoir. Cette gauche qui réclame 10 milliards de francs pour l'école publique, elle qui a toujours eu du mal à donner.

Le problème qui se pose actuellement aux organisations qui ont défilé le 16 janvier, c'est bien celui de savoir quelle

suite donner. Car continuer la mobilisation est un enjeu, mais sur quelles bases ? Et les syndicats et autres fédérations de parents d'élèves ont-ils les moyens ? Aussi bien humains que financiers. Pourtant, le mercredi 26 janvier, quelque 400 enseignants, parents et élèves se sont mobilisés devant le rectorat de Lyon afin de réclamer plus de moyens et stopper les suppressions de postes. Pour ce faire, une dizaine de représentants syndicaux et de parents d'élèves ont été reçus par le recteur. Mais, objectivement, comment peut-on stopper la restructuration de l'Education nationale, sa privatisation. Ce n'est sûrement pas la table ronde sur l'avenir du système éducatif, qui propose Balladur, qui va changer quoi que ce soit.

Depuis trop longtemps, les personnels de l'Education nationale ont été les dindons de la farce des directions syndicales, celles-ci usant de leurs mandats comme bon leur semble, et ayant des pratiques que nous sommes en droit de qualifier d'autoritaires. Pour illustrer ceci, voici un exemple datant de 1993 : plusieurs directions de syndicats ont signé le protocole pour le maître-auxiliaire, celles-ci n'ayant aucun mandat pour le faire, et étant désavouées par une partie des syndiqués. Ce n'est plus du syndicalisme de cogestion, d'accompagnement que les travailleurs de l'Education nationale semblent vouloir. D'ailleurs, certaines réactions de professeurs lors de la manifestation à Lyon ou lors de discussions dans des établissements sont significatives. Et c'est bien de ce côté-là qu'il faut chercher l'avenir du syndicalisme.

Jérôme Jouvenet (gr. Cronstadt - Lyon)

(1) L'« évitement scolaire » consiste en ce que des parents préfèrent inscrire leurs enfants dans des établissements publics hors de leur périmètre scolaire ou alors dans le privé.

NOUVEAUTÉ

Volonté anarchiste n° 43

« Appels aux travailleurs algériens » de Saïl Mohamed
Textes recueillis et présentés par Sylvain Bouloque

Prix : 25 F (+ 4 F de frais de port)

Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris

(chèque à l'ordre de Publico)

ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony

(chèque à l'ordre d'ASH)

SOMMAIRE

Page 1 : Rennes la révolte (suite p. 8), La crise ? Quelle crise ? (suite p. 5).

Page 2 : La société de consommation (suite et fin).

Page 3 : Emeutes aux Sapins, Le Pen en rêvait... Pasqua l'a fait, Nouvelles du front.

Page 4 : Le Planning familial en danger, Colette Codaccioni croisée du salaire « paternel », Rendez-vous, Procès à Rennes : l'affaire du sang contaminé rebondit.

Page 5 : La crise ? Quelle crise ? (suite de la « une »).

Page 6 : Espagne, Croatie, Associations, Sélection Radio Libertaire, Campagne de promotion des droits des peuples indigènes.

Page 7 : « Menace II Society », Lettres d'Angola.

Page 8 : Rennes la révolte (suite de la « une »), Rentrée scolaire 1994-1995 : mettre à pression dès maintenant.